*Voici le modèle de lettre de Banques alimentaires Canada pour les fiches de rendement sur la pauvreté. Ce document vous guidera dans le processus de préparation d’une lettre efficace et au ton personnel à faire parvenir à votre député.*

*Les lettres peuvent être envoyées par la poste ou par courriel, selon votre préférence!*

**Contenu du présent document :**

1. Le modèle
2. [Comment trouver votre député provincial ou fédéral, ou votre circonscription](#_How_to_find)
3. [Statistiques et notes à inclure dans votre lettre](#_Statistics_and_Grades)
4. [Recommandations en matière de politiques à inclure dans votre lettre](#_Policy_recommendations_to)

*Conseils pratiques :*

* *Assurez-vous de bien remplir tout le texte surligné en jaune.*
	+ *p. ex. [Votre nom]*
* *N’hésitez pas à personnaliser cette lettre pour qu’elle corresponde mieux à votre style personnel ou qu’elle inclue des enjeux locaux précis et des exemples pertinents pour votre région.*
* *Vous pouvez utiliser le* [*site Web*](https://foodbankscanada.ca/fr/poverty-report-card/) *des fiches de rendement sur la pauvreté pour obtenir de plus amples renseignements sur votre province.*

[Votre nom]

[Votre adresse]

[Ville, province, code postal]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Date]

[Nom de votre député fédéral/provincial]

[Adresse du bureau de votre député fédéral/provincial]

[Ville, province, code postal]

Madame, Monsieur,

Objet : Appel urgent à l’action pour réduire la pauvreté dans la zone suivante : [Canada/Nom de la province/Nom du territoire]

J’espère que vous allez bien. Je vous écris à titre d’électeur préoccupé de [votre circonscription] pour vous exprimer ma profonde préoccupation au sujet du problème de la pauvreté au sein de notre communauté et vous exhorter à prendre des mesures immédiates et efficaces pour régler ce problème urgent.

Selon les [fiches de rendement sur la pauvreté de Banques alimentaires Canada](https://foodbankscanada.ca/fr/poverty-report-card/), la pauvreté dans la zone suivante : [Canada/Province Name/Territory Name] demeure un défi de taille et a valu à notre gouvernement une note de [note] en 2024. Malgré les mesures positives de réduction de la pauvreté prises au cours de la dernière décennie, les dernières années ont montré que notre pays est à un tournant décisif et que la pauvreté et l’insécurité alimentaire sont de nouveau en hausse.

En 2024, le taux de pauvreté dans la zone suivante : [Canada/Nom de la province/Nom du territoire] est de [Taux de pauvreté] et l’insécurité alimentaire a grimpé à [Taux d’insécurité alimentaire]. Les fiches de rendement sur la pauvreté de Banques alimentaires Canada fournissent une analyse complète de la situation de la pauvreté dans notre province et notre pays, et décrivent plusieurs mesures que vous et notre gouvernement pouvez prendre pour lutter contre ces problèmes.

En tant que représentant élu, vous devez de toute urgence promouvoir et soutenir des stratégies globales de réduction de la pauvreté qui comprennent :

[Énumérer les recommandations en matière de politiques de la section ci-dessous]

1.
2.

La réduction de la pauvreté est non seulement un impératif moral, mais aussi économique. En investissant dans ces domaines, nous pouvons créer une société plus inclusive et plus prospère pour tous. Je crois que grâce à votre leadership et à votre engagement, des progrès importants peuvent être réalisés en vue d’éradiquer la pauvreté dans notre province et notre pays.

J’ai hâte d’en savoir plus sur les mesures que vous prendrez pour régler ce problème crucial. Veuillez me tenir au courant de tout développement ou initiative en lien avec la réduction de la pauvreté. Nous vous remercions de votre attention et de votre soutien continu.

Cordialement,

[Votre nom]

# Comment trouver votre député provincial, fédéral, ou votre circonscription

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de la province | Recherche de circonscription |
| Colombie-Britannique | [[Votrecirconscription]](https://www.leg.bc.ca/learn-about-us/members)  |
| Alberta | [[Votrecirconscription]](https://www.assembly.ab.ca/members/members-of-the-legislative-assembly) |
| Saskatchewan | [[Votrecirconscription]](https://esk-www-prod-appsvc.azurewebsites.net/voters/findmyconstituency/) |
| Manitoba | [[Votrecirconscription]](https://www.gov.mb.ca/legislature/members/mla_list_constituency.fr.html) |
| Ontario | [[Votre circonscription]](https://www.ola.org/fr/deputes/actuels) |
| Québec | [[Votrecirconscription]](https://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html?appelant=MC) |
| Nouveau-Brunswick | [[Votrecirconscription]](https://www.legnb.ca/fr/parlementaires/actuel) |
| Île-du-Prince-Édouard | [[Votrecirconscription]](https://www.assembly.pe.ca/members) |
| Nouvelle-Écosse | [[Votrecirconscription]](https://enstools.electionsnovascotia.ca/edinfo/) |
| Terre-Neuve-et-Labrador | [[Votrecirconscription]](https://www.assembly.nl.ca/members/members.aspx) |
| Canada | [[Votrecirconscription]](https://www.noscommunes.ca/members/fr) |

# Statistiques et notes à inclure dans votre lettre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom de la province | Taux de pauvreté | Taux d’insécurité alimentaire | Note globale des fiches de rendement |
| Colombie-Britannique | **12 %** | **22 %** | **D+** |
| Alberta | **10 %** | **27 %** | **D-** |
| Saskatchewan | **11 %** | **28 %** | **D-** |
| Manitoba | **12 %** | **27 %** | **D-** |
| Ontario | **11 %** | **25 %** | **D-** |
| Québec | **7 %** | **16 %** | **C+** |
| Nouveau-Brunswick | **10 %** | **26 %** | **D-** |
| Île-du-Prince-Édouard | **10 %** | **29 %** | **C-** |
| Nouvelle-Écosse | **13 %** | **29 %** | **D-** |
| Terre-Neuve-et-Labrador | **11 %** | **26 %** | **D-** |
| Canada | **10 %** | **23 %** | **D-** |

# Recommandations en matière de politiques à inclure dans votre lettre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom de la province | Recommandation 1 | Recommandation 2 | Recommandation 3 |
| Colombie-Britannique | Indexer toutes les prestations sociales et tous les crédits provinciaux et augmenter d’au moins 10 % les taux d’aide sociale pour les adultes vivant seuls. | Maintenir le budget d’immobilisations de BC Housing à un minimum de 1,2 milliard de dollars par année jusqu’en 2030 et l’indexer en fonction de l’inflation. |  Réduire la récupération de l’aide accordée aux travailleurs à faible revenu et instaurer un nouveau supplément de revenu provincial. |
| Alberta | Présenter une stratégie provinciale actualisée de réduction de la pauvreté avec des cibles réelles.  | Établir un fonds pour accélérer la construction de logements, doté de nouveaux fonds dédiés qui représenteraient au moins 0,5 % du budget annuel de fonctionnement et d’immobilisations de la province. | Augmenter le salaire minimum à 17 $ l’heure et l’indexer en fonction de l’inflation à venir. |
| Saskatchewan | Mettre à jour et moderniser la stratégie de réduction de la pauvreté de 2016. | Améliorer et indexer les programmes de soutien de la Saskatchewan.  | Augmenter le salaire minimum pour qu’il corresponde dorénavant à celui de l’Ontario. |
| Manitoba |  Établir un programme annuel de construction de logements au Manitoba de 100 millions de dollars inspiré du programme BC Builds. |  Présenter une stratégie de réduction de la pauvreté pour tous les Manitobains, en mettant l’accent sur les adultes vivant seuls et les peuples autochtones. | Augmenter le salaire minimum pour qu’il corresponde à celui de l’Ontario. |
| Ontario | Bonifier le fonds provincial pour accélérer la construction de logements grâce à de nouveaux incitatifs fiscaux et de subventions pour stimuler la construction de logements à vocation locative abordables. | Établir un objectif clair de réduction de la pauvreté de 50 % d’ici 2030 par rapport au niveau de 2015.  | Moderniser le programme Ontario au travail et le POSPH. |
| Québec | Accélérer la construction de logements locatifs abordables spécialisés.  | Faire du salaire minimum un salaire de subsistance. | Établir la parité pour l’aide sociale aux personnes handicapées. |
| Nouveau-Brunswick |  Établir une politique officielle sur le contrôle des loyers.  | Réviser la Stratégie de réduction de la pauvreté dans les 120 jours suivant l’entrée en fonction d’un nouveau gouvernement.  | Miser sur l’amélioration de la rémunération au travail et l’aiguillage des jeunes vers des métiers spécialisés. |
| Île-du-Prince-Édouard | Obtenir l’appui unanime de tous les partis fédéraux pour un projet pilote portant sur le revenu de base garanti à l’Île-du-Prince-Édouard avant les prochaines élections fédérales. | Mettre sur pied un programme de prestations pour enfants. | Augmenter les exemptions de gains pour les adultes vivant seuls à 350 $ par mois et à un taux de récupération de 40 %, et prévoir d’autres augmentations au cours des prochaines années. |
| Nouvelle-Écosse | Élargir l’allocation canadienne pour le logement ciblée à toute personne sur le marché locatif privé qui en a besoin et dont les frais de logement dépassent 30 % de son revenu plutôt que 50 %.  | Mettre en œuvre un plan de réduction de la pauvreté en Nouvelle-Écosse. |  Améliorer le crédit pour la réduction de la pauvreté en le doublant, en l’indexant et en élargissant l’admissibilité au-delà du seuil de 16 000 $.  |
| Terre-Neuve-et-Labrador |  Accorder une indexation généralisée des prestations et des tranches d’imposition.  | Collaborer avec le gouvernement fédéral pour mettre à l’essai de nouvelles initiatives d’emploi ciblant les jeunes et les chômeurs de longue durée  | Réduire les mesures de récupération du programme Entrer sur le marché du travail en offrant une exemption de 500 $ et une récupération de 50 cents pour chaque dollar gagné par la suite. |
| Canada | Il faut examiner la possibilité d’instaurer un programme national d’allocation pour le loyer en collaboration avec les provinces et les territoires dans le cadre des ententes fédérales-provinciales sur le logement. | Instaurer immédiatement une prestation pour l’épicerie et les besoins de base pour aider les Canadiens à faible revenu qui éprouvent des difficultés aujourd’hui. | À court terme, donner accès à tous les ménages à faible revenu aux avantages non pécuniaires actuellement réservés aux bénéficiaires de l’aide sociale (par exemple : subvention pour la garde d’enfants, suppléments au logement à loyer modique, assurance-médicaments et soins dentaires). |